

Webinaire en marge de la journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie – RESEAU DEFI

Date : 6 juin 2023 de 11h à 12h30 heure de Paris

Intervenant.e.s :

- Jean-Claude PONGAULT – Coeur Arc en Ciel



COEUR ARC-EN-CIEL
 Association Sans But Lucratif
 Espoir – Amour – Egalité

Participant.e.s : entre 40 et 45 participant.e.s

1. Présentation de Jean-Claude PONGAULT

Le support de présentation utilisé est joint à ce compte-rendu.

Pour Jean-Claude, « on a utilisé l'acronyme LGBTQ pour **des questions d'identité**, mais sur le terrain les gens s'identifiaient autrement. Au lieu d'aller sur le terrain demander comment les gens s'identifiaient, on a utilisé l'acronyme, car on était au début du mouvement ».

En 2017/2018, un choix a dû être fait entre **la visibilité et la sécurité**. Coeur Arc-en-Ciel s'est alors posé la question suivante : est-ce qu'on organise une marche dans la rue, une parade, au risque de mettre en danger chacun.e ? La sécurité était la priorité. Un défilé de mode, hors code du monde de la mode, a finalement été organisé pour permettre aux mannequins d'exprimer leur genre.

Les minorités sexuelles et de genre en République du Congo sont en train d'importer une culture qui ne leur appartient pas. Cela est notamment dû à des facteurs extérieurs et intérieurs, dont la confusion qui est faite entre la lutte contre les violences et le mariage pour tous dans l'opinion nationale. L'occidentalisation est un obstacle dans la mise en œuvre des actions sur le terrain en Afrique. Le mouvement s'est aligné aux expériences des autres, a fait du copier-coller sur des facteurs globaux en reproduisant à l'identique ce qui se faisait ailleurs. Une identité était alors brandie, identité dans laquelle l'opinion nationale ne se retrouvait pas. De plus, il y a une confusion parmi les activistes qui utilisent l'acronyme LGBTQIA+ sans comprendre les termes.

En novembre 2019, une réunion avait été organisée pour réfléchir à la direction à donner au mouvement :

- Prouver à l'opinion nationale l'existence de l'homosexualité en Afrique ;
- Adapter les stratégies au contexte national afin de construire un pont au lieu d'un mur ;
- Comment les questions identitaires devraient être traitées en République du Congo.

La réunion a permis d'aboutir aux conclusions suivantes :

- Adoption du concept « **minorités sexuelles et de genre** » en reléguant l'acronyme LGBTQIA+ au second plan pour promouvoir les identités locales et pour que chacun.e puisse s'identifier comme iel le souhaite ;
- Promotion du **kipopo**, une culture des homosexuels de Kinshasa qui s'est exportée au Congo. En promouvant cette culture, cela permet aux individus d'être eux-mêmes ;
- **Contextualiser toutes les actions** : remplacer le copier-coller par l'inspirer-contextualiser.

Plusieurs **actions majeures** ont été réalisées :

- Atelier sous régional de réflexion sur la désoccidentalisation du mouvement congolais ;
- Promotion au niveau national de l'article de Charles Gueboguo qui mobilise des arguments scientifiques et historiques ;
- Célébration de la fierté en mettant en avant le côté traditionnel congolais ;
- Promotion du kipopo et des identités locales ;
- Pris en compte du concept minorité de genre par le ministère de la Santé pour les populations ;
- Les productions artistiques de sensibilisation et de plaidoyer, appelées « Plaidoy'art », en mettant en avant le côté congolais : proverbes bantous, tenues, rythmes (rumba), etc. Cœur Arc-en-Ciel a notamment produit un film nommé « Michel.le » ;
- La promotion de la neutralité de certains mots et des pronoms dans les langues nationales du Congo. En lingala, la neutralité existe, il n'y a donc pas de problème de pronoms.

Les **défis** suivants ont été identifiés :

- Transmettre la culture du kipopo aux nouvelles générations 2.0 : avec le téléphone, le kipopo commence à disparaître. Des difficultés sont rencontrées pour sa transmission, car la tradition orale prévaut ;
- Effectuer des recherches sur l'existence des minorités sexuelles et de genre en République du Congo ;
- Réaliser d'autres productions artistiques audiovisuelles parlant de l'existence ou faisant référence aux minorités sexuelles et de genre de l'Afrique précoloniale.

Un des objectifs du mouvement est de déconstruire l'idée selon laquelle l'homosexualité en Afrique n'a jamais existé et qu'elle a été importée d'Occident.

2. Échanges avec les participant.e.s

A l'issue de cette présentation, les participant.e.s ont pu réagir et poser leurs questions.

Dissoke, d'Alternatives Cameroun, a exprimé le besoin de **susciter plus d'engagements et d'initiatives venant de l'Afrique sur ces questions**, et d'avoir des modérateurs africains également. A travers des documentaires, il faut montrer que l'homosexualité existe depuis longtemps dans les rites et traditions africaines. Pour cela, il faudrait que des **projets de recherche** sur ces sujets en Afrique voient le jour, mais une limite a été évoquée, celle des financements. Par ailleurs, un autre

problème selon Dissoke, est que seuls les bailleurs occidentaux financent des projets sur ces sujets, et les axes choisis sont majoritairement la santé et les droits humains, et non la culture et les traditions. C'est pour ces raisons que les populations pensent qu'il s'agit d'un combat qui vient d'ailleurs.

- Suite à cette intervention, Jean-Claude a réagit. **La désoccidentalisation n'est pas la xénophobie ou une haine envers l'Occident.** On ne peut pas aujourd'hui travailler seul. Si une personne croit en notre cause, elle ne peut pas être écartée. Ce n'est pas parce qu'on parle de désoccidentalisation qu'il ne faut plus travailler ou inclure les occidentaux dans le combat. Il faut travailler ensemble. **La recherche sur ces sujets en Afrique est effectivement un défi.** Des stratégies de financement innovantes doivent être trouvées. C'est au mouvement de définir comment le faire et avec qui.
- Des participant.e.s ont également réagi dans le chat, dont Obili Dorothee, qui a précisé que le mouvement n'est pas centré sur lui-même mais demande à être acceptée comme il se définit et se vit. **Ce mouvement prône le partenariat avec les mouvements autres.**

Ebenezer Munkam de CAMFAIDS, organisation camerounaise, a ensuite posé deux questions. La première, comment la population congolaise et les autorités ont-elles réagi face aux film Michel.le ? Et la seconde, **au niveau de l'approche congolaise du genre, comment ne pas tomber dans le piège du communautarisme ?** Quelles sont les stratégies mises en place pour que les personnes ne se sentent pas frustrées et que les identités de genre soient exprimées et partent de l'individu ?

- Concernant le film, il y a eu des réactions positives et négatives, comme pour toute création humaine. Le film est d'ailleurs toujours disponible en ligne. Les autorités ont donné leur autorisation pour réaliser ce film.
- Pour répondre à la deuxième question, il faut apprendre à être libre et à être nous-même pour Jean-Claude. « Nous pensons pour nous, ce ne sont pas les autres qui pensent pour nous ». On laisse simplement les individus s'exprimer et dire qui ils sont. Il faut demander au lieu d'imposer.

Ibrahim, basé en RDC, a mentionné que pour certains membres de la communauté LGBT de Kinshasa, certaines expressions du Kipopo sont péjoratives. La question pour Jean-Claude était la suivante : **est-ce qu'avant de promouvoir le kipopo, certaines expressions ont été assainies ?** Par ailleurs, si africaniser est une bonne démarche, **pourquoi africaniser ce qui existe ailleurs plutôt que d'encourager des recherches locales en Afrique et produire de nouvelles connaissances ?** Pourquoi ne pas mener nos propres recherches ? **Est-ce que cette désoccidentalisation est possible pour la cause en Afrique alors même qu'elle est soutenue financièrement par l'Occident ?**

- Pour Jean-Claude, le Kipopo a subi une certaine hétéronormativité. C'est donc à nous de l'assainir, car c'est notre culture. Nous devons **promouvoir le Kipopo, tout en essayant de diminuer l'interférence de l'hétéronormativité et en faisant attention à certaines expressions.** Concernant les financements, cela devient dangereux quand un partenaire impose son agenda et ses exigences, et il n'y a aucune obligation à accepter ça, même si les fonds viennent de l'Occident. Nous ne devons rendre des comptes à personne. C'est à nous de décider ce que nous voulons faire. Le partenaire n'est pas obligé de nous financer et nous ne sommes pas non plus obligés d'accepter l'agenda d'un partenaire. Il doit y avoir un échange, une connexion qui se fait, sans la peur d'une interférence étrangère.

- Pour Obili Dorothée, **il ne faut pas faire et devenir ce qu'on ne veut pas sous prétexte que les financeurs le veulent.** Le principe de la démarche communautaire prônée par ces financeurs est que **les solutions aux problèmes des communautés sont construites avec les communautés et pour les communautés, à partir du contexte des communautés.** Notre posture et notre vision sont des éléments à faire comprendre aux partenaires. Il faut arrêter d'écrire des projets juste pour avoir des financements, sans avoir des actions directes, précises et concrètes. Les ODDH en Afrique, pour la majorité, n'existent que pour des fonds, alors que nous devrions **faire une évaluation de l'impact social des projets mais également de notre existence en tant que ODDH.**
- Pour Dissoke d'Alternatives Cameroun, les organisations africaines ne se retrouvent pas toujours dans les priorités des financeurs. Il faudrait changer certains mécanismes, car des organisations soumettent des projets qui ne répondent pas toujours aux besoins prioritaires de la populations mais aux financements.

De plus, pour Raphaël de Cœur Arc-en-Ciel, un **travail de recherche sur les cultures, tribus et pratiques traditionnelles et locales** doit être fait, pour voir ce qui revêt des pratiques des minorités sexuelles et de genre. Il faut récupérer les pratiques et identités qui ont été enlevées à l'Afrique par la colonisation. Stève Bizimana de l'organisation MOLI au Burundi, a confirmé les propos de Raphaël. L'Afrique francophone n'a pas beaucoup d'écrits et de recherches sur le vécu des minorités sexuelles et de genre, contrairement à la partie anglophone de l'Afrique. **L'Afrique francophone a intérêt à produire beaucoup de connaissances dans ce processus de désoccidentalisation.** Pour Nkounkwen, le véritable problème n'est pas le partenaire, mais les prestataires eux-mêmes dans la mesure où la logique de "copier-coller" sans contextualisation ni véritable prise en compte des réalités internes prévaut. La question de l'homosexualité a toujours existé, même avant l'arrivée des colons. **L'urgence est la documentation de ces réalités** qui servira de tremplin pour des actions ciblées et adaptées.

Par ailleurs, selon Desanges, il faut attaquer les vrais problèmes du mouvement, à savoir réfléchir à la façon de faire valoir les droits de minorités sexuelles et de genre en Afrique, à travers **des actions de plaidoyer** pour créer et/ou maintenir un cadre légal, et **la sensibilisation** des populations sur ces droits.

Enfin, une dernière question a été posée par Kalimasi : en Afrique, la tradition est orale, **par où on commence et comment on s'y prend pour les recherches ?** De plus, par rapport au contexte africain où les droits et les libertés sont réprimés, **qu'est-ce qui vient en amont ? D'abord combattre puis chercher à désoccidentaliser ensuite ?**

- Selon Jean-Claude, si la tradition orale est très présente, il existe néanmoins des écrits et des personnes à mobiliser. Chaque mouvement a sa particularité et doit identifier la démarche à suivre. Pour commencer, il faut d'abord **une remise en question** : est-ce que les stratégies utilisées permettent de faire avancer le mouvement ? Si non, pourquoi ? Tout commence par l'évaluation des actions et stratégies. C'est le cas concernant le kipopo. Celui-ci doit être analysé pour enlever les aspects négatifs qui lui sont rattachés.
- Enfin, pour défendre des droits, il faut se faire entendre. **La désoccidentalisation est un processus** pour l'amélioration des droits des minorités sexuelles et de genre. La désoccidentalisation ne se fait pas avant ni après le combat, mais en continu.

A l'issue de ces nombreux et riches échanges, le webinaire s'est clôturé.